

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 Beauvais

Beauvais, le 06/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL FRANCE

1 ROUTE DE ST LEU
BP 30109
60160 Montataire

Références : IC-R/0198/24-LF/VM
Code AIOT : 0005101363

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté 1 ROUTE DE ST LEU BP 30109 60160 Montataire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre d'un contrôle inopiné légionellose où l'inspection a accompagné l'agent préleveur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- 1 ROUTE DE ST LEU BP 30109 60160 Montataire

- Code AIOT : 0005101363
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ARCELORMITTAL FRANCE est d'une superficie importante et a accueilli des activités sidérurgiques depuis le 18ème siècle. Quatre zones du site font aujourd'hui l'objet de cessation d'activité : LAF (laminage à froid), RCC (recuit continu), berges de l'Oise et Halle 9.

Il s'agit d'un site de métallurgie comprenant des activités de galvanisation et laquage notamment. Le site est réglementé par un arrêté préfectoral complémentaire datant de 2010. Cet arrêté va faire l'objet d'une révision importante dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale, en cours.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	contrôle inopiné légionellose	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article article 12. II et 26.f	Demande d'action corrective	15 jours
2	accident-incident	AP Complémentaire du 29/11/2010, article 2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	accès à l'établissement	AP Complémentaire du 29/11/2010, article 7.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de :

1/ rappeler quelques obligations réglementaires à l'exploitant notamment :

- information de l'inspection de tout accident/incident sur son site ; (proposition de mise en demeure)
- point d'accès à faciliter pour les prélèvements légionellose ;
- possibilité pour l'inspection de demander des contrôles légionellose supplémentaires en cas de besoin ;

2/ prévoir une visite concernant la clôture du site le 05 juin 2024 afin d'améliorer la sécurité/sûreté sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : contrôle inopiné légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article article 12. II et 26.f
Thème(s) : Risques chroniques, légionellose
Prescription contrôlée :

II. Conception.

a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.

article 26

f) Prélèvements et analyses supplémentaires

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

Ces prélèvements et analyses microbiologiques et physico-chimiques sont réalisés par un laboratoire répondant aux conditions définies au point c, selon les modalités détaillées au point b.

Les résultats de ces analyses supplémentaires sont adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant, dès leur réception.

L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.

Constats :

Le 25/04/2024, un contrôle inopiné légionellose est prévue sur la tour aéroréfrigérante de laquage. L'inspection accompagne l'agent préleveur. Madame LE CARPENTIER nous accompagne jusqu'au lieu de prélèvement.

L'agent préleveur a quelques difficultés à faire le prélèvement car le cône de réception de l'eau placée sous le point de prélèvement est trop proche de ce point. Un bocal de prélèvement a du mal à être introduit dans l'espace laissé vacant.

Non conformité (faits modérés)

Le point de prélèvement de l'installation n'est pas conçu pour faciliter ce dernier dans le cas d'un contrôle légionellose.

L'inspection rappelle que l'article 26 susnommé lui donne la possibilité de demander des contrôles légionellose supplémentaires même de manière inopinée. Dans ce cas, l'agent préleveur doit pouvoir accéder au site même sans la présence de l'inspection. L'exploitant y veillera si nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition :

Il est demandé à l'exploitant de modifier la zone de prélèvement sur la tour aéroréfrigérante de la ligne de laquage afin de faciliter l'accès de l'agent préleveur au point de prélèvement **sous quinze jours**.

Dans ce délai, des photographies de la zone de prélèvement indiquant les modifications effectuées devront être transmises à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : accident-incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2010, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration et rapport
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors de cette visite, l'inspection remarque qu'une bache à eau est dégonflée, au sol, allée des rosiers. Or l'inspection n'a pas été informé de cet incident. Interrogé, Monsieur REPIQUET informe l'inspection que cet incident a eu lieu le 11 avril 2024. Cette bache a été percée accidentellement par un prestataire entretenant les espaces verts, avec la tondeuse. La bache de rechange a été commandée. La livraison est prévue le 15 mai 2024.</p> <p>Cet incident impacte directement les moyens de lutte contre l'incendie puisque 240 m3 d'eau ne sont plus disponibles en cas de sinistre. L'exploitant aurait dû informer l'inspection rapidement conformément à la réglementation. Nous demandons à Madame LECARPENTIER de transmettre un rapport d'incident. Le 21 Mai 2024, un courrier concernant l'incident est transmis à l'inspection.</p> <p>Les circonstances de l'incident n'y sont pas indiquées. Les mesures prises sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- commande d'une bache à eau dès le 24 avril 2024 ; mise en place de la bache semaine 23. (début juin) <p>Cependant ce courrier est insuffisant. Il ne décrit pas les mesures prises pour éviter que cet incident se reproduise ainsi que les mesures de sécurité prévues pour palier à la perte de cette disponibilité en eau incendie en cas de sinistre.</p> <p>Pour rappel à l'exploitant , cette bache devra être réceptionnée par le service de secours local.</p> <p>Non conformité (faits significatifs)</p> <p>La perte d'une partie des eaux prévues pour l'extinction d'un incendie est un fait important qui aurait dû faire l'objet d'une information à l'inspection et à minima aux services de secours. L'exploitant aurait dû transmettre un rapport d'incident/accident à l'inspection dans lequel il propose notamment des mesures compensatoires dans l'attente de la mise en place de la nouvelle bache et des mesures préventives afin d'éviter de reproduire cet accident/incident.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Proposition</p> <p>Mise en demeure demandant à l'exploitant de transmettre à l'inspection un rapport détaillé et</p>

complet d'accident/incident conformément à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : accès à l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/11/2010, article 7.2.1
Thème(s) : Autre, clôture
Prescription contrôlée : [....] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Lors de cette visite, Monsieur REPIQUET informe l'inspection de vols et d'intrusions sur son site. L'inspection lui demande si son site est convenablement clôturé. Monsieur REPIQUET indique qu'une partie de son site, côté voie ferrée n'est pas clôturée et ne l'a jamais été. Monsieur REPIQUET indique que cette zone serait difficile à clôturer . L'inspection informe l'exploitant qu'elle fera une inspection prochainement afin de constater : - l'absence de clôture sur une partie du site ; - l'état général de la clôture existante ; Cette visite est programmée le 5 juin 2024. Les suites à donner sur ce point feront l'objet d'un rapport de la part de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les suites à donner à ce point seront traitées dans un rapport suite à la visite prévue le 05 juin 2024. En l'état actuel il n'est pas proposé de suite, la non conformité n'étant pas constatée par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite